ILS ÉTAIENT PRÈS DE 25 000 CITOYENS À BATTRE LE PAVÉ

Impressionnante marche à In Salah

De toutes les manifestations qui ont marqué, à travers le territoire national, la date historique du 24 Février, la marche organisée hier, à In Salah, aura été la plus impressionnante. Près de 25 000 citoyens ont battu le pavé du centre-ville, selon des sources locales.

Pour son 55e jour, la protestation contre l'exploration du gaz non-conventionnel, à In Salah, a connu, hier mardi, une mobilisation jamais égalée. Selon Cheikh Benaïche, citoyen d'In Salah, ils étaient près de 25 000 manifestants à battre le pavé dès les premières heures de la matinée. Après un rassemblement de plus d'une heure, devant le siège de la daïra, baptisée «Place de la Résistance», les manifestants, entre femmes et enfants, ont sillonné les avenues principales de la ville. «Une véritable marée humaine défilait sur plus de 2 km. Du jamais vu ! C'est la plus grande mobilisation qu'a connue la région d'In Salah», témoigne notre interlocuteur. Après plusieurs heures de marche, les 25 000 manifestants ont observé une halte à la porte de la ville. Ils en ont bloqué symboliquement l'accès, pendant 15 minutes, affirme toujours Cheikh Benaïche. En même temps et d'une seule voix, les protestataires scandaient des slogans hostiles à l'exploitation du gaz de schiste : «Yala lâar, yala lâar, baâou Sahra bedoular». Comprendre : «Quelle honte, quelle honte, ils ont vendu le Sahara au dollar». En début d'après-midi, les marcheurs anti-gaz de schiste sont revenus vers la grande place de la ville, pour se regrouper à nouveau devant le siège de la daïra. Le représentant des manifestants, Mohamed Azzaoui, avait alors pris la parole pour s'adresser à la foule : «Nous sommes vraiment écœurés par les déclarations provocatrices du ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, sur les ondes de la radio nationale».

Le ministre avait en effet réaffirmé, dimanche dernier, la volonté du gouvernement de poursuivre l'exploration du gaz de schiste en Algérie. Des propos qui ont soulevé une grande indignation à In Salah.

Enfin, il est à rappeler que les manifestations contre l'exploration du gaz non-conventionnel durent depuis le 1er janvier 2015, à In Salah. Tous les émissaires officiels, entre représentants du président de la République et délégations parlementaires, n'ont pas réussi à convaincre la population locale de renoncer à la protestation.

Mehdi Mehenni

Photo : DR

C'est la plus grande mobilisation qu'a connue In Salah.

ORAN: DEUX SIT-IN POUR UNE MÊME CAUSE

«In Salah Djazaïria»

Hier, Oran a répondu à l'appel lancé pour contester contre l'exploitation du gaz de schiste en Algérie. Deux sit-in ont eu lieu dans deux endroits différents, le premier à midi trente au niveau de la place d'Armes auquel ont pris part les partis politiques de l'UDS, du Hamas, Jil Jadid, El Fajr Jadid et Nahda. L'après-midi à 16 h, au niveau du front-de-mer, la section d'Oran de la LADDH, entourée de membres de la société civile et d'un représentant du RCD, a tenu un rassemblement.

Lors des deux sit-in, les protestataires ont scandé des slogans contre l'isolement des habitants du Sud et les pressions que connaît cette région de l'Algérie qui résiste depuis près de deux mois pour dire non à l'exploitation du gaz de schiste. «In Salah Djazaïria» et «In Salah la résistante» étaient deux slogans répétés en chœur pour dire toute la solidarité et le soutien à ses habitants.

Les deux rassemblements se sont déroulés dans le calme sans présence policière imposante mais très discrète, qui avait clairement ordre de laisser faire et de ne pas intervenir.

Amel Bentolba

Tizi-Ouzou a renoué avec l'action politique de rue

Les militants du RCD, et à un degré un peu moindre du MSP, ont honoré le rendez-vous fixé, à Tizi-Ouzou, par l'Instance de suivi et de coordination de l'opposition pour une manifestation dédiée en tout premier lieu à la solidarité avec les populations de In-Salah dans leur mobilisation contre l'exploitation du gaz de schiste. Et, bien entendu, réclamer le départ du système que personnifie Bouteflika.

Ni l'heure ni le jour de cette action de protestation n'ont eu raison de plusieurs centaines parmi les irréductibles qui, depuis des années, n'ont eu de cesse d'arpenter les rues de Tizi-Ouzou nonobstant les revendications.

Des habitués auxquels se sont joints des cadres locaux du MSP et surtout de très nombreux étudiants qui, d'ailleurs, n'ont pas hésité à monter en première ligne, en tête de la procession qui s'en est allée crier à gorge déployée tout son mépris à l'égard du pouvoir en entonnant des slogans à vocation plutôt nationale, mais souvent entrecoupés des traditionnels mots d'ordre des manifestations qu'a toujours connues Tizi-Ouzou.

Au tout nouveau «oulach schiste oulach» succédait allégrement le rituel «pouvoir assassin» le long du parcours ayant mené les manifestants du portail du campus de Hasnaoua aux portes du square Mohand-Oulhadj, jouxtant le siège de la Wilaya où les marcheurs se sont séparés sous le regard bienveillant de policiers en civil aussi discrets que permissifs.

Deux heures plus tôt, en milieu de matinée, une autre manifestation, un rassemblement celui-là, avait lieu de l'autre côté du centre-ville, sur le parvis de l'ancienne mairie, tout drapé de banderoles noires, où d'anciens animateurs du mouvement citoyen des Arouch ont, eux aussi, voulu marquer leur solidarité avec les populations du sud du pays, sans omettre, eux également, de vilipender à satiété Bouteflika et son pouvoir, non sans avoir réservé une bonne part de leur discours à Abdelmadjid Sidi-Saïd, les partis de l'Alliance présidentielle et… Louisa Hanoune.

M. Azedine

Réactions... Réactions... Réactions... Réactions... Réactions... Réactions... Réactions...

Mohcine Belabas, président du RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) :

«La question du gaz de schiste n'a pas été débattue au niveau des institutions. Son exploitation pose problème sur le plan environnemental et la nappe phréatique est menacée. D'ailleurs avec la baisse du prix du baril, ça ne rapporte pas. La population refuse et c'est important dans un pays démocratique d'écouter les populations. Une chose que le gouvernement ne veut pas faire.

Aujourd'hui, c'est important pour nous de sortir pour dire que c'est toute l'Algérie qui est concernée par la question de l'exploitation du gaz de schiste. C'est également important de lancer un appel en direction de nos concitoyens du sud du pays, comme quoi nous sommes solidaires avec eux et qu'ils ne sont pas seuls face à ce pouvoir qui est en train de les pousser vers des solutions extrêmes.

C'est d'ailleurs dangereux pour le pays. Aujourd'hui, il y a une menace sur la souveraineté nationale et sur la cohésion nationale. Quant à la marche réprimée, nous avons l'habitude d'être empêchés de nous exprimer y compris dans les salles. Il y a une semaine, nous avons été interdits de tenir une conférence dans une petite salle de pas plus de 100 personnes.

Avec ce pouvoir, nous avons l'habitude de voir toutes les libertés réprimées. Une autre fois, le pouvoir a démontré qu'en Algérie, les conditions de l'exercice politique sont absentes. Interdire à un parti politique ou à un acteur de la société civile d'organiser une activité dans une salle ou dans la rue, d'intervenir dans les médias publics, tout cela est synonyme d'absence de ces conditions.

C'est pour cela d'ailleurs que nous avons, depuis une année, essayé de nous rassembler en tant qu'opposition de différentes obédiences et réfléchir ensemble comment sortir de cette situation. Il y a un problème de légitimité des pouvoirs successifs qui se sont défilés à la tête des institutions depuis 1962. Un problème qu'il faut régler. Pour ce faire, nous prônons une transition démocratique, l'institutionnalisation d'une instance indépendante de gestion des élections et une présidentielle anticipée.

Il y a urgence de donner une légitimité au président algérien qui, actuellement, ne l'a détient pas.

La preuve, il est en train de brader les ressources nationales. C'est le cas dans l'affaire du gaz de schiste.»

Ali Benflis, ancien chef du gouvernement :

«Nous sommes là pour un rassemblement pacifique et pour nous solidariser avec nos concitoyens du Sud. Ces marches sont pour défendre les libertés individuelles et collectives.

Le peuple algérien aspire à recouvrer tous ses droits politiques, des droits sociaux, des droits économiques. Ce peuple qui a arraché sa liberté au colonialisme ne peut accepter d'être empêché d'exercer ses droits. Et pour ceux qui en doutaient, ce régime donne aujourd'hui un aperçu de ce que sera sa constitution des libertés.»

Karim Tabou, président de l'UDS (Union démocratique et sociale) :

«Aujourd'hui, c'est une grande mobilisation contre le gaz de schiste et nous voyons un pouvoir affolé mais il ne faut pas avoir peur du changement.»

Ahmed Benbitour, ancien chef du gouvernement membre de la CNLTD :

«Nous avons voulu organiser un rassemblement de soutien à nos frères d'In Salah mais nous avons été réprimés alors ça s'est transformé en une marche qui a connu beaucoup de succès.

Le problème, c'est que le pouvoir au lieu d'ouvrir un espace pour nous laisser nous exprimer pacifiquement, il crée lui-même les conditions de violences et nous accuse, nous, de créer la violence. Nous sommes avec nos frères du Sud qui souffrent seuls depuis plus de 53 jours. Une nation, c'est comme un corps, lorsqu'une partie est malade, c'est tout le corps qui souffre.»

Mokri Abderrazak, président du MSP (Mouvement de la société pour la paix) :

«Cette manifestation contre le gaz de schiste est une grande réussite, nous avons réussi à mobilier les citoyens et à arriver jusqu'à la Grande-Poste, nous avons pu faire sortir plus de 40 000 policiers, nous avons réussi à casser le mur de la peur.

A partir d'aujourd'hui, les Algériens n'auront plus peur de revendiquer leurs droits, c'est une grande bataille pacifique pour les libertés et contre le gaz de schiste, ce système a prouvé, encore une fois, qu'il est un système policier.»

Laouar Naâmane, député et vice-président du MSP :

«Comme vous voyez, la liberté d'expression n'est pas respectée, nous n'avons même pas le droit de dire non à certaines politiques, ce n'est pas normal, nous sommes venus nous exprimer pacifiquement et nous sommes traités comme des hors-la-loi.»

Propos recueillis par Rym Nasri et Salima Akkouche